



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU TARN

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
Bureau de l'environnement et des affaires foncières
Réf. ICPE n°0100143

ARRETE

de mise en demeure

concernant le site exploité par la communauté de communes du pays rabastinois (CORA),
Parc des Massies I, sur le territoire de la commune de GIROUSSENS

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, notamment les articles L.511-1 à L.517-2 et R.512-1 à R.517-10 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier les articles L.514-1 et L.514-2 ;

Vu le décret du Président de la République du 29 septembre 2011, publié au journal officiel de la République Française le 30 septembre 2011, portant nomination de M. Jean-Marc Falcone en qualité de préfet du Tarn ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2011, paru au recueil des actes administratifs le 25 octobre 2011, donnant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture du Tarn ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 et les prescriptions annexées autorisant la communauté de communes du pays rabastinois (CORA) à exploiter une station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles, située parc d'activités les Massies I, sur le territoire de la commune de GIROUSSENS ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 20 septembre 2011, reçu le 28 septembre 2011 ;

Considérant qu'il a été constaté lors de la visite d'inspection du 1^{er} septembre 2011 :

- l'absence de caractérisation des effluents en entrée, ce qui provoque une impossibilité pour l'exploitant de démontrer l'adéquation entre le traitement et les effluents reçus ;
- l'absence d'évaluation de la charge envoyée par chaque entreprise sur la station et donc un raccordement des entreprises sans prise en compte de la capacité de traitement de l'installation ;
- l'absence d'autorisation de déversement et de conventions de raccordement ;
- un suivi d'autosurveillance calqué sur le principe des STEP urbaines de taille équivalente sans prise en compte des prescriptions adaptées fixées dans l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001.

Considérant que ces constats constituent des non-conformités respectivement aux articles 2-3, 2-5, 4-6 et 7 des prescriptions techniques annexées de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 ;

Considérant dès lors, aux fins d'assurer le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, qu'il convient de mettre en demeure la communauté de communes du pays rabastinois (CORA) de respecter certaines prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Tarn,

ARRETE

Article 1^{er} : La communauté de communes du pays rabastinois (CORA), pour le site de la station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles qu'elle exploite parc des massies I, sur la commune de Giroussens (81500), est mise en demeure, dans un délai de **deux mois** suivant la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions techniques suivantes visées à l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2001 :

- article 2-3 en ce qui concerne :

- la vérification préalable au raccordement d'aptitude à traiter les effluents dans de bonnes conditions,
« Les eaux industrielles usées produites par les entreprises sont traitées dans la station d'épuration sous réserve de la vérification préalable de l'aptitude de celle-ci à traiter des effluents dans de bonnes conditions. »

- le respect du programme d'autosurveillance notamment en ce qui concerne la liste des paramètres :

« En situation normale ces eaux respectent avant rejet les normes de qualité minimales suivantes :

- volume d'effluent maximum journalier : 30 m³ ;
- température : inférieure à 30° C ;
- pH : compris entre 4,5 et 8,5 (NF T 90 008) ;
- matières en suspension : 100 mg/l (NF EN 872) soit 3 k/jour ;
- demande chimique en oxygène (DCO) : 300 mg/l (NFT 90.101) soit 9 kgs/jour ;
- demande biologique en oxygène (DBO5) : 100 mg/l (NFT 90.103) soit 3 kgs/jour».

- article 2-5 en ce qui concerne le respect du programme d'autosurveillance notamment en ce qui concerne la fréquence de mesure des paramètres :

« 2-5-2 L'autosurveillance des rejets porte sur le débit journalier à travers le relevé du temps de fonctionnement du poste de relèvement, ainsi que le pH, la DCO et les MES.

Elle est réalisée à l'aide d'un préleveur automatique qui garantit la conservation des échantillons, par une analyse mensuelle sur un échantillon hebdomadaire constitué par semaine glissante : 1^{ère} semaine de janvier, 2^{ème} semaine de février, etc. »

« 2-5-3 Une analyse de la DBO5 est effectuée semestriellement, sur l'un des prélèvements hebdomadaires de l'autosurveillance. »

- article 7 :

« Les boues produites par l'épuration sont considérées comme des déchets et éliminées en centre de destruction agréé, conformément aux prescriptions de l'article 4.

Les justificatifs de chaque élimination sont transmis à l'inspecteur des installations classées. »

- article 4-6 :

« Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un doucement de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservés par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature ;
- dénomination du déchet ;
- quantité enlevée ;
- date d'enlèvement ;
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé ;
- destination du déchet (éliminateur) ;
- nature de l'élimination effectuée. »

Article 2 : Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, la communauté de communes du pays rabastinois (CORA), n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales éventuelles.

Article 3 : La secrétaire générale de la préfecture du Tarn, le maire de Giroussens et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera déposée à la mairie de Giroussens pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Albi, le **15 DEC. 2011**

Pour le préfet,
et par délégation,
la secrétaire générale,


Béatrice STEFHAN

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse par la communauté de communes du pays rabastinois (CORA) dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour de sa notification.

Et par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.